



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES



Secrétariat général pour l'administration

**ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE DE RENNES**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

PERSONNE PUBLIQUE

ETAT - MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Etablissement du service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Quartier Margueritte – BP14 – 35998
RENNES ARMÉES

CHARGE DU SUIVI

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Pôle Conduite d'Opérations de Tours
RD 910
37076 TOURS CEDEX 2

OBJET DU MARCHE

BRICY (45) - BA 123 - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.)
Marché d'études de programmation relatif à
« la construction de plusieurs bâtiments d'hébergement »

PROCEDURE

Marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 – OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.3 – OUVRAGES EXISTANTS	4
1.4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 2. - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
2.1. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3. - DEMARRAGE DE LA MISSION	5
ARTICLE 4. - MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	5
4.1. - DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE	5
4.2. - CONDUITE DES PRESTATIONS	5
4.3. - MAITRE D'OUVRAGE.....	6
4.4. - MOYEN MIS A DISPOSITION.....	6
4.5. - OPERATIONS DE VERIFICATION-RECEPTION	6
4.6. - GESTION DES REUNIONS-CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR	6
ARTICLE 5. - SOUS TRAITANCE.....	7
ARTICLE 6. - PRIX ET VARIATION DES PRIX.....	7
6.1. - PRIX.....	7
6.2. - VARIATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 7. - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	8
7.1. - DELAI DE PAIEMENT	8
7.2. - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
7.3. - INTERETS MORATOIRES.....	9
7.4. - AVANCE.....	9
ARTICLE 8. - RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 9. - PENALITES.....	9
9.1. - DELAIS D'EXECUTION – PENALITES	9
9.2. - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	10
ARTICLE 10. - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 11. - RESILIATION DU MARCHÉ.....	10
ARTICLE 12. - PRESENTATION, REMISE ET RECEPTION DES DOCUMENTS	11
12.1. - PRESENTATION ET REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	11
12.2. - RECEPTION DES DOCUMENTS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	11
ARTICLE 13. - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 14. - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE.....	11
ARTICLE 15. - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 16. - COMMUNICATIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	11
ARTICLE 17. - VOIES DE RECOURS AMIABLES ET VOIES CONTENTIEUSES.....	11

ARTICLE 18. - DÉROGATIONS AU CCAG-PI.....12

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ

1.1 – Objet du marché

L'opération concerne le marché d'études de programmation relatif à la construction de plusieurs bâtiments d'hébergement au profit de la base aérienne 123 située sur la commune de BRICY (45 – Loiret).

1.2 – Décomposition du marché

Le marché ne comprend qu'une seule partie technique : études de programmation (Programme)

1.3 – Ouvrages existants

Cf. annexe 2 au CCP

1.4 – Description de la prestation

Cf. annexe 1 au CCP.

ARTICLE 2. - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

2.1. - Pièces constitutives du marché

2.1.1. - Pièces particulières

Pièces particulières
<ol style="list-style-type: none">1) L'acte d'engagement (AE) (en cas de groupement, une annexe précisera la répartition détaillée des prestations par membre du groupement et ses annexes complétées datés et signés par le(s) représentant(s) qualifié (s) de(s) l'entreprise (s) ;2) Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) et ses deux annexes;3) L'E.P.F4) Mémoire technique sous forme papier dont le cadre est fixé à l'article 6 du règlement de consultation.

2.1.2. Pièces générales

Pièces générales
<ol style="list-style-type: none">1) Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 16 octobre 2009.2) Instruction n° 300611/DEF/DFP/PER/5 du 16/03/1998 relative aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations effectués dans un organisme du ministère de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini sur la page de garde de l'AE.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seuls foi.

ARTICLE 3. - DEMARRAGE DE LA MISSION

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, **le démarrage des études de programmation interviendra après notification d'un ordre de service définissant le délai de réalisation des études.**

ARTICLE 4. - MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

4.1. - Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Les prestations faisant l'objet du présent marché, intéressent la Défense.

Le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/PI Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître de l'ouvrage ou du pouvoir adjudicateur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le personnel de la société devra se présenter, sur rendez-vous, et **avoir sur lui ses papiers d'identité, permis de conduire et carte grise du véhicule** et ce avant chaque intervention.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peuvent à tout moment demander le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres, notamment pour faute professionnelle grave intentionnelle, incompétence ou négligence dans l'exercice de ses fonctions, indiscipline caractérisée ou avertissement non suivi d'effet.

Le non-respect par le Titulaire ou par ses personnels des mesures de sécurité, objet du présent article, pourra entraîner la résiliation du marché à ses torts sans indemnité, son exclusion avec ou sans limitation de durée de toute participation aux marchés de l'État, sans préjudice des dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'État.

Le Titulaire ne pourra alors prétendre à aucun dédommagement de l'administration.

4.2. - Conduite des prestations

Pour réaliser les prestations et assurer leur bonne fin, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes d'expérience. Les personnes affectées (**noms, qualité et CV**) au projet figurent dans la proposition acceptée par le maître d'ouvrage.

La bonne exécution du marché dépend essentiellement des intervenants affectés par le titulaire à l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir transfert de compétence afin de garantir la continuité et la pérennité de la prestation.

4.2.1. - Conditions d'accès au site militaire (consignes et horaires de travail)

Le personnel de l'entreprise devra respecter les consignes générales et particulières de l'organisme du ministère de la défense dans lequel se déroule la prestation.

Pour tout accès sur le site, une demande d'autorisation d'accès visée par l'officier de sécurité de l'unité contractante ou le commandant d'unité, doit impérativement être déposée 48 heures avant la date prévue de la visite sous peine de refus d'accès à la BA 123.

Un badge laissez-passer « visiteurs » est délivré par la cellule « accueil » contre une pièce d'identité qui sera restituée en quittant le site. Une seconde pièce d'identité avec photographie devra être présentée au filtrage lors de l'accès sur le site (permis de conduire, passeport ou carte de sécurité sociale avec photographie est admise).

Horaires de la cellule « ACCUEIL » :

La cellule « accueil » de la BA 123 fonctionne :

- au plus tôt de 07 h 30 à 17 h 00 du lundi au jeudi ;
- au plus tôt de 07 h 30 à 15 h 00 le vendredi.

Horaires d'accès à la base : du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 00,
Le vendredi de 8 h 30 à 15 h 00.

4.3. - Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Pôle Conduite d'Opérations de Tours :

Service d'Infrastructure de la Défense Représenté par le chef du PCO.

4.4. - Moyen mis à disposition

Les documents mis à la disposition du titulaire pour réaliser les prestations figurent à l'article 4.1 de l'annexe 1 du CCP. Ces documents ne peuvent être utilisés que pour la réalisation du présent marché.

4.5. - Opérations de vérification-réception

Les prestations feront l'objet d'une vérification quantitative et qualitative par le maître d'ouvrage afin de contrôler si les prestations définies dans le marché sont conformes aux prescriptions fixées dans l'annexe 1 du CCP.

A l'issue de ces opérations de vérification quantitative et qualitative, le maître d'ouvrage prononcera la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage décidera l'ajournement des prestations, ou prononcera la réception des prestations avec réfaction des prix, ou encore, rejettera les prestations, conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG PI.

En cas d'ajournement, le titulaire sera tenu de procéder à une mise au point ou à une amélioration des prestations incriminées, dans un délai à convenir d'un commun accord, eu égard aux impératifs du maître d'ouvrage.

Toutefois, au cas où les prestations, après vérification, ne donneraient pas entière satisfaction, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'en prononcer l'admission avec réfaction sur le prix, conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG PI.

En cas de rejet des prestations, le titulaire sera tenu d'exécuter à nouveau les prestations prévues au marché.

4.6. - Gestion des réunions-convocation et ordre du jour

Une équipe de suivi du projet sera mis en place par le maître d'ouvrage.

Il aura pour rôle de :

- permettre de présenter les éventuelles difficultés rencontrées dans la gestion du projet
- constater l'avancement des prestations
- préconiser d'éventuelles corrections

Ce groupe de suivi se réunira au **minimum trois fois au cours de la rédaction du programme.**

Il se réunira dans les locaux du maître d'ouvrage ou sur le site d'exploitation après entente d'une date entre les parties prenantes (titulaire, utilisateur et maître d'ouvrage). Elles feront l'objet d'une présentation par le titulaire de l'avancement des études et des orientations envisagées.

Ces réunions seront précédées de l'envoi, par le titulaire, d'un ordre du jour et d'un point d'avancement des études.

A l'issue de chaque réunion du groupe de suivi, le titulaire rédigera un procès-verbal qui sera communiqué au maître d'ouvrage dans les **7 jours francs**.

ARTICLE 5. - SOUS TRAITANCE

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),

- un extrait Kbis,

- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article

L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,

- un RIB ou RIP

- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :

- qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,

- ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

ARTICLE 6. - PRIX ET VARIATION DES PRIX

6.1. - Prix

Le mois d'établissement des prix du marché est celui qui précède le mois de la remise des offres mentionné en page de garde de l'AE. Ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2. - Variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

6.2.1. - Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est celui qui précède le mois de la remise des offres mentionné en page de garde. Ce mois est appelé « mois zéro ».

6.2.2. - Choix de l'index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa (leur) structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché, est :

Index : ING Libellé : Ingénierie

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html> et <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

Le coefficient d'actualisation Cn est donné par la formule:

$$Cn = I (D-3) / I0$$

I0 et I (d-3) sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois D-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois D du début du délai contractuel d'exécution de la prestation soit postérieur de plus de trois mois, au mois zéro.

ARTICLE 7. - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

7.1. - Délai de paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) bénéficiaires du paiement direct, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

7.2. - Modalités de règlement des comptes

Par dérogation à l'article 11 du CCAG/PI, le titulaire remet sa demande de paiement sous la forme d'une facture selon les modalités suivantes :

7.2.1 Etablissement d'une facture

A – Mentions obligatoires de la facture

La facture doit porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI), et notamment :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,

ainsi deux informations figurant sur la page de garde de l'AE :

- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ),
- le **code du Service Exécutant (code SE)** : **D10711K035**.

Il est demandé de joindre à cette facture

- la copie de la 1^{ère} page du marché.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

B – Transmission de la facture dématérialisée

L'ESID de Rennes a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes** ainsi les factures peuvent également être adressées de façon **dématérialisée et gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus pro** à l'adresse suivante :



<https://chorus-pro.gouv.fr>

portant mention obligatoire ainsi que deux informations figurant sur le marché :

- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ),
- le **code du Service Exécutant (code SE)** : **D10711K035**.

Selon le calendrier suivant :

- o Au 01/01/2017 : grandes entreprises (GE) et les personnes publiques ;
- o Au 01/01/2018 : entreprises de taille intermédiaire (ETI) ;
- o Au 01/01/2019 : petites et moyennes entreprises (PME) ;
- o Au 01/01/2020 : micro entreprises.

En cas de non-respect du calendrier, les factures seront rejetées et retournées systématiquement.

D'ici cette date, le titulaire peut continuer à faire parvenir ses factures par la voie postale, à l'adresse suivante :

**CNTFE
SE D10711K035
CS 80168
53102 MAYENNE CEDEX**

7.3. - Intérêts moratoires

« Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal ».

7.4. - Avance

Le montant du marché n'atteignant pas le seuil fixé à l'article 87 du code des marchés publics, il ne sera pas versé d'avance au titulaire du marché.

ARTICLE 8. - RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 9. - PENALITES

9.1. - Délais d'exécution – pénalités

9.1.1. - Délais d'exécution

La prestation sera exécutée dans le délai d'exécution stipulé à l'acte d'engagement.

Ces délais ne peuvent être modifiés sans accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

9.1.2. - Pénalités de retard

En cas de retard constaté dans la fourniture des documents, en dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, des pénalités journalières seront appliquées dans les conditions suivantes:

9.1.3. - Fourniture de documents

Les entreprises encourent une pénalité de **300.00 € par jour et par document** en cas de retard dans la production des documents demandés par le représentant du PCO étant précisée dans les comptes rendus de chantier.

9.1.4. - Absence

Les entreprises encourent une pénalité de **300.00 €** en cas d'absence à une réunion demandée par le représentant du PCO étant précisée dans les comptes rendus de chantier ou par ordre de service.

9.1.5. - Avenant

L'entreprise disposera d'un délai de dix jours pour le signer. Une pénalité de **150.00 euros**, applicable à compter du 11^{ème} jour de la date figurant sur l'accusé de réception de l'avenant, sera appliquée en cas de non signature dans les délais impartis.

9.1.6. - Pénalités pour travail dissimulé

« en application de l'article L.8222.6 du code du travail, après mise en demeure notifiée au titulaire de corriger sa situation irrégulière constatée par un agent de contrôle au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, et à défaut de correction des irrégularités dans le délai réglementaire, des pénalités pourront être appliquées. **Leur montant est égal à 10% du montant HT du marché** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. »

9.1.7. - Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de **100 € par jour calendaire de retard** pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

9.2. - Prestations supplémentaires ou modificatives

La poursuite de l'exécution de la prestation en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10. - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 20 du CCAG/PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques.

ARTICLE 11. - RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 47 du code des marchés publics, le marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire:

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du code des marchés publics;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 et D8222-8 du code du travail (exécution aux frais et risques du titulaire encourue, le cas échéant).

Il sera fait application des articles 29 à 36 du CCAG-PI. Cependant, par dérogation à l'article 33 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire ne peut prétendre à une indemnisation.

La décision de ne pas poursuivre l'exécution des prestations prévue à l'article 11 ci-dessus emporte la résiliation du marché sans indemnité.

ARTICLE 12. - PRESENTATION, REMISE ET RECEPTION DES DOCUMENTS

12.1. - Présentation et remise des documents par le titulaire

Par dérogation à l'article 26.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents lui seront présentés pour vérification et approbation.

Ces documents sont produits selon les modalités précisées à l'annexe du CCP.

12.2. - Réception des documents par le maître d'ouvrage

La réception de la mission « d'AMO programme » ne peut intervenir qu'après remise complète des documents s'y rapportant.

La décision par la personne publique de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des dits documents doit intervenir avant l'expiration du délai prévu à l'article 26.2 du CCAG/PI.

Ce délai court à compter de la date du récépissé de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'études à approuver.

En cas de rejet ou d'ajournement, la personne publique dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

ARTICLE 13. - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option **B** du CCAG/PI.

ARTICLE 14. - OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Tout titulaire ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de cette opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et travaux concernés. Il est personnellement responsable de la conservation des plans ou des documents divers qui lui seraient remis par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre en vue de l'exécution de son marché ou pour toute autre cause.

Pour tout manquement à ces obligations, le marché peut être résilié à ses frais et torts, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

ARTICLE 15. - ASSURANCES

Dans un délai de QUINZE (15) jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite de sa mission. En dérogation à l'article 9 du CCAG/PI, le titulaire produira une copie du contrat d'assurance et de ses avenants éventuels.

ARTICLE 16. - COMMUNICATIONS DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Toute décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur sera notifiée par ordre de service au titulaire.

ARTICLE 17. - VOIES DE RECOURS AMIABLES ET VOIES CONTENTIEUSES

Il sera fait application de l'article 37 du CCAG/PI portant sur le règlement des différents et litiges.

ARTICLE 18. - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG/PI:

Articles auquel il est dérogé	Article du CCP correspondant
4.1	2
13.1.1	3
11	7.2
14	9.1.2
33	11
26.4.2	12.1
9	15

A Tours, le

L'IC1 Thierry TROUBAT directeur de l'ESID de Rennes,
Pour le directeur et par délégation
L'IPMI Julien SAGE
Chef du PCO de Tours